



**RAPPORT DE LA RENCONTRE RÉGIONALE**  
**Salam FM et Galaxie FM**  
**SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION**

*Garoua, 30 janvier 2024*

## Contents

I. Introduction.....	3
II. Contexte et justification.....	3
III. Objectifs .....	4
Objectif général.....	4
Objectifs spécifiques :.....	4
IV. Résultats .....	4
V. Méthodologie .....	4
Session du matin .....	4
Session de l'après-midi .....	4
VI. Profil des participants.....	4
VII. Activités de l'atelier .....	5
VIII. Déroulement des travaux.....	5
Présentation 1 : Défis rencontrés par les journalistes dans l'accès aux sources d'information en période de crise. Loris-Clet ADIANG & Idrissa MAHAMAT .....	5
Présentation 2 : Difficultés et perspectives des journalistes travaillant en période de crise dans la région du Nord. Jérôme BAIMELE.....	6
Présentation 3 : Contribution de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation dans la région du Nord. Mohamadou Alim & TIGUELE Mustapha.....	7
IX. Recommandations .....	8
Pour les journalistes : .....	8
Pour les organisations, responsables des médias, OSC et gouvernements locaux : .....	9
Pour les administrateurs : .....	9
X. Conclusion .....	9

## **I. Introduction**

Les médias, en tant que canaux essentiels du droit à l'information, de la liberté d'expression et du débat public, occupent une position cruciale dans la stabilité sociale et la transformation de la société. Malgré la libéralisation des médias au Cameroun, qui a débuté dans les années 1990, la multitude de médias imprimés, de stations de radio et de chaînes de télévision ne parvient pas à instaurer un environnement propice à une information diversifiée. Les crises persistantes dans l'Extrême Nord et les régions anglophones compliquent davantage le travail des médias, exposant les journalistes à des menaces variées. La fragilité des programmes de formation et la précarité financière des médias accroissent la vulnérabilité des journalistes, les poussant parfois vers le sensationnalisme. Face à la désinformation, le projet "Médias citoyens au Cameroun" vise à renforcer les compétences des jeunes influenceurs et à promouvoir un journalisme responsable. Dans un contexte de crises, l'initiative Talk Paix Cameroun cherche à former des professionnels des médias pour produire une information fiable et interactive, favorisant le dialogue citoyen et contribuant à la résolution des conflits.

L'atelier de Garoua organisé par ADISI Cameroun dans la région du Nord s'inscrit dans le cadre de Talk Peace mis en œuvre au Cameroun jusqu'en 2024 par CFI, l'Agence française de développement des médias. L'objectif de l'atelier était de fournir une plateforme pour que les journalistes, les organisations de la société civile (OSC) et les administrateurs locaux puissent discuter des défis liés à l'accès à l'information dans la région en crise et élaborer des stratégies pour lutter contre la désinformation.

## **II. Contexte et justification**

Les médias jouent un rôle crucial dans la promotion de l'unité nationale et de la cohésion sociale. Cependant, les défis auxquels sont confrontés les médias au Cameroun, tels que les menaces, les enlèvements et la circulation de fausses informations, sont particulièrement prononcés dans les régions en crise. Ces régions faisant face à leurs propres défis l'atelier visait à aborder ces problèmes dans le contexte des crises en cours.

### **III. Objectifs**

#### **Objectif général**

Rencontre au niveau régional des différentes parties prenantes de la chaîne de l'information afin de définir les perspectives de collaboration pour contribuer de façon synergique au retour à la paix.

#### **Objectifs spécifiques :**

- Discuter de la problématique de la désinformation dans la région en rapport avec la crise ;
- Construire un nouveau réseau local de sources d'information ;
- Préparer des contenus dans la perspective des émissions interactives sur la paix.

### **IV. Résultats**

- Les médias, les OSC et les institutions locales ont identifié des sujets et des approches pertinents concernant la désinformation, la paix et la cohésion sociale dans la région du Nord.
- De nouvelles sources d'information ont été identifiées au niveau régional.
- La situation de la désinformation a été clairement identifiée, et des solutions possibles ont été élaborées.

### **V. Méthodologie**

L'atelier comprenait deux sessions principales : matinée et après-midi.

#### **Session du matin**

Présentations sur les difficultés d'accès aux sources d'information en période de crise dans la région du Nord et sur les difficultés rencontrées par les journalistes travaillant en zone de crise.

#### **Session de l'après-midi**

Présentation sur le rôle de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation.

### **VI. Profil des participants**

23 participants issus des médias, des OSC et des administrations locales dans la région du Nord.

## **VII. Activités de l'atelier**

- Sessions interactives avec des présentations sur les défis rencontrés par les journalistes et le rôle de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation dans la région du Nord.

## **VIII. Déroulement des travaux**

### **Présentation 1 : Défis rencontrés par les journalistes dans l'accès aux sources d'information en période de crise. Loris-Clet ADIANG & Idrissa MAHAMAT**

La première présentation de la journée, axée sur les défis rencontrés par les journalistes dans l'accès aux sources d'information en période de crise, a mis en lumière divers obstacles inhérents à ce contexte complexe. La liberté de la presse, souvent restreinte, se trouve en première ligne, tandis que les problèmes de sécurité et l'accès limité aux zones de conflit ajoutent une couche de difficulté significative.

La présentation a souligné la nécessité de comprendre la vitesse à laquelle l'information se propage dans ce siècle marqué par les réseaux sociaux, transformant l'information en un bien périssable. Les étapes du conflit, de la tension à la crise, ont été explorées, mettant en évidence le rôle crucial du journaliste dans la diffusion d'une information utile pour rassurer, sensibiliser, prévenir et rétablir le dialogue en période de crise.

Le rôle du journaliste a été abordé avec un appel à migrer de la simple collecte d'informations vers un journalisme de solution, soulignant la responsabilité sociale du journaliste dans la dispensation d'une information éclairante. Cependant, des défis majeurs ont été exposés, notamment le clivage public-privé, le besoin de sources fiables, les limitations financières et sécuritaires, ainsi que les suspicions et manipulations qui entravent la recherche d'informations.

En particulier, la présentation a mis en évidence les difficultés spécifiques aux femmes journalistes, exposées à des harcèlements sexuels et des violences en période de crise. Face à ces défis, la nécessité de développer des alternatives et des sources d'accès à l'information, ainsi que la contribution essentielle des autorités à fournir des informations fiables, ont été soulignées pour garantir un journalisme éthique et informatif en dépit des circonstances difficiles.

## **Présentation 2 : Difficultés et perspectives des journalistes travaillant en période de crise dans la région du Nord. Jérôme BAIMELE**

La présentation sur les difficultés et perspectives des journalistes travaillant en période de crise dans la région du Nord a abordé divers aspects cruciaux de cette réalité complexe.

La première partie a souligné les effets dévastateurs de la crise sur les médias, notamment les menaces, les fermetures, et les dangers auxquels les journalistes sont exposés. Des lacunes importantes ont été identifiées, notamment le manque de formation adaptée pour la couverture en situation de crise, l'absence de formation en secourisme, et la pollution de l'espace numérique par la désinformation et la mésinformation. La présentation a mis en avant le risque que de fausses informations induisent les citoyens en erreur ou instaurent un climat de peur.

Les aspects liés à l'insécurité et à la manipulation ont également été évoqués, mettant en lumière les menaces et violences subies par les journalistes, y compris les interactions complexes avec les forces de l'ordre et d'autres entités. La tentation de couvrir en temps réel a été identifiée comme un défi majeur, susceptible d'induire en erreur.

Un autre point critique soulevé est le manque de maîtrise des lois en vigueur par les journalistes, soulignant la nécessité de comprendre l'environnement juridico-légal du métier, y compris la constitution, les lois de 90 sur la communication sociale, et les lois sur la cybersécurité. La question de qui est considéré comme journaliste et qui ne l'est pas a également été abordée.

La deuxième partie de la présentation a mis en avant des défis et perspectives clés pour les journalistes en période de crise. Elle a appelé à un professionnalisme accru, au respect des règles d'éthique et de déontologie du journalisme, à la maîtrise approfondie des sujets d'enquête et de reportage, ainsi qu'à l'exigence envers soi-même et les sources d'information. La nécessité de quitter le journalisme de la débrouille a été soulignée, encourageant l'investissement dans le journalisme d'investigation.

Trois principes fondamentaux ont été mis en avant : l'indépendance, la neutralité et l'honnêteté. En conclusion, la présentation a souligné l'importance de former les journalistes à leur propre sécurité, créant ainsi une perspective globale des défis inhérents à leur profession en période de crise.

### **Présentation 3 : Contribution de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation dans la région du Nord. Mohamadou Alim & TIGUELE Mustapha**

La présentation sur la "Contribution de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation dans la région du Nord" met en lumière l'importance cruciale de l'administration locale dans la préservation de la paix face aux défis de la désinformation. La lutte contre la désinformation est considérée comme un enjeu majeur pour la démocratie, la stabilité et la cohésion sociale au Cameroun. La présentation explore divers aspects de la contribution de l'administration locale, mettant en avant des initiatives clés.

**Sensibilisation et éducation** : L'administration organise régulièrement des campagnes de sensibilisation, utilisant des supports tels que des caravanes, affiches, et médias locaux. L'objectif est de renforcer la capacité des populations locales à identifier et vérifier les informations avant de les diffuser.

**Renforcement des capacités des journalistes** : Collaboration avec les associations de journalistes pour renforcer les compétences dans la vérification des informations, encourageant la création de journalistes locaux indépendants.

**Utilisation des nouvelles technologies** : L'administration locale exploite les réseaux sociaux, les sites web, et les applications mobiles pour diffuser des informations fiables et contrer la désinformation.

**Collaboration avec les médias** : Coopération avec les médias locaux pour promouvoir des reportages équilibrés, précis, et dissuader la diffusion de fausses informations, renforçant ainsi l'intégrité des médias.

**Collaboration avec d'autres acteurs** : Collaboration avec des organisations internationales, partenaires locaux, et communautés pour renforcer la prévention et la lutte contre la désinformation.

**Établissement de mécanismes de plainte et de rétroaction** : Mise en place de mécanismes pour permettre aux citoyens de signaler les fausses informations, favorisant la participation citoyenne.

**Prévention et médiation** : Actions pour désamorcer les conflits, prévenir les tensions, et promouvoir le dialogue à travers des rencontres, ateliers, et formations.

**Soutien aux initiatives de paix** : Soutien aux initiatives de paix de la société civile, facilitant l'accès à l'information et à l'éducation pour renforcer la capacité des communautés à préserver la paix.

La conclusion souligne le rôle crucial de l'administration locale dans la lutte contre la désinformation en mettant en place des politiques appropriées, en promouvant l'éducation aux médias et en soutenant la recherche dans ce domaine. Des initiatives telles que la création de centres d'information locaux et la mise en place d'une cellule de veille des médias montrent l'engagement de l'administration à contribuer significativement à la préservation de la paix.

## **IX. Recommandations**

Des discussions les recommandations suivantes ont été formulées et regroupées en 3 sous catégories.

### **Pour les journalistes :**

- Établir des liens solides avec des sources d'information authentiques.
- Assurer leur sécurité numérique en mettant en place des mesures de protection.
- Jouer un rôle proactif en tant que contributeurs actifs à la résolution des problèmes liés à la désinformation.
- Se former continuellement pour rester à jour avec les évolutions du métier et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.
- Mieux prendre en compte les questions de genre dans le traitement de l'information et s'attaquer aux problèmes sexistes rencontrés par les femmes et hommes journalistes.
- Encourager les journalistes à initier des rencontres autour de la question de la désinformation

### *En temps de crise*

- Privilégier l'information utile axée sur la réassurance, la sensibilisation, la prévention et le rétablissement du dialogue.
- Continuer à collecter, traiter et diffuser l'information malgré les défis.
- Rester vigilant et éviter de succomber à la naïveté.
- Renforcer la capacité des journalistes sur la communication en période de crise/sensible.
- Mettre sur pied des réseaux de soutien/solidarité/collaboration au sein de la communauté journalistique en partenariat avec les organismes de défense des droits de l'homme

**Pour les organisations, responsables des médias, OSC et gouvernements locaux :**

- Jouer un rôle proactif dans la lutte contre la désinformation, en mettant en place des stratégies et des initiatives.
- Encourager la collaboration entre médias, organisations locales et administrations pour renforcer les actions anti-désinformation dans le septentrion Camerounais.
- (DR Com) Réactiver la page Facebook (FB) ou Twitter dédiée pour communiquer de manière transparente sur ses actions, renforçant ainsi la visibilité de ses initiatives dans la lutte contre la désinformation.
- Promouvoir le dialogue entre les autorités et les hommes et femmes de média
- Les délégations régionales de la communication sont priées de mettre sur pied un Forum qui regroupe tous les hommes et femmes de médias au sein de leurs territoires de compétence
- Mettre en œuvre des campagnes éducatives pour améliorer l'éducation aux médias et à l'information
- Plaider en faveur de l'application du cadre juridique en matière de désinformation engageant ainsi la responsabilité de ceux qui diffusent des fausses informations.
- Créer un cadre d'échange entre les OSC, les médias et les administrations clés.
- Promouvoir la citoyenneté et le droit numérique

**Pour les administrateurs :**

- Intégrer la notion que tous les citoyens ont le droit à l'information, transcendant les clivages entre presse privée et publique.
- Veiller à ce que l'accès à l'information soit facilité, notamment en période de crise.
- Favoriser un dialogue ouvert et inclusif entre les différentes composantes de la société en encourageant la compréhension mutuelle et la coopération entre elles.

**X. Conclusion**

L'atelier a été salué pour son interactivité et son engagement. Les participants ont reconnu les efforts des organisateurs mais ont indiqué qu'il reste beaucoup à faire pour répondre aux préoccupations soulevées lors de l'atelier dans la région du Nord.